

# **Le Canada doit réaffirmer son engagement envers la sécurité alimentaire mondiale**

## ***Une approche multidimensionnelle pour garantir la sécurité alimentaire à long terme***

**Mai 2015**

Dans la foulée des discussions au sujet des Objectifs pour le développement durable (ODD) et des processus liés à la Conférence sur le financement du développement (FdD), le Canada a désormais une excellente occasion de revoir sa Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de réfléchir à la manière dont il pourrait poursuivre ses efforts pour éradiquer la faim dans le monde, atteindre la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition d'ici 2030 tout en promouvant l'agriculture durable. En se basant à la fois sur leur expertise et leurs expériences diversifiées et sur celles des centaines d'organisations avec lesquelles ils travaillent dans les pays en voie de développement, les membres du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire<sup>i</sup> présentent ici leur vision de la manière dont le Canada pourrait promouvoir efficacement la sécurité alimentaire mondiale.

---

i) Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire est une coalition regroupant d'importantes organisations de développement international et des organisations agricoles préoccupées par la sécurité alimentaire. On y retrouve la Fondation Aga Khan Canada, l'Organisation canadienne catholique pour le Développement et la Paix, le Conseil canadien pour la coopération internationale, Canadian Feed the Children, la Banque canadienne de grains, Canadian Hunger Foundation, Canadian Physicians for Aid and Relief, la Croix-Rouge canadienne, CARE Canada, ETC Group, les Radios Rurales Internationales, la Huairou Commission, Inter Pares, le Comité central mennonite du Canada, la National Farmers Union of Canada, Oxfam Canada, Oxfam Québec, Plan Canada, Résultats Canada, Save the Children Canada, l'Église Unie du Canada, UPA Développement international, USC Canada, World Animal Protection, Vision Mondiale Canada.

---

## Contexte

Les objectifs de la Stratégie en matière de sécurité alimentaire du Canada, mise en place en 2009 afin de répondre à la crise alimentaire mondiale, ont été atteints dans une large mesure<sup>1</sup>. Le Canada a pu ainsi réaliser d'importants progrès en matière de sécurité alimentaire, favoriser le développement durable et augmenter la résilience, en grande partie parce qu'il avait décidé de concentrer son action sur les femmes rurales qui pratiquent une agriculture à petite échelle. Grâce au financement important dont cette stratégie a bénéficié pendant les trois premières années, le Canada est devenu un chef de file mondial en matière de sécurité alimentaire et de nutrition<sup>2</sup>.

Pourtant, six ans plus tard, l'insécurité alimentaire demeure un défi de taille à relever dans le développement international. Alors que l'échéance pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) approche à grands pas, nous constatons que si l'indice de la faim mondiale, qui était de 23% en 1990, a reculé à 13% en 2015, il n'en demeure pas moins obstinément élevé, car il représente près de 800 millions de personnes<sup>3</sup>.

La Stratégie en matière de sécurité alimentaire du Canada porte sur trois domaines d'intervention : le développement agricole durable, l'assistance alimentaire et la nutrition et la recherche et le développement. Ces trois domaines, qui comprennent des mesures à court, moyen et long terme, reposent sur une approche globale qui vise une plus grande sécurité alimentaire. Toutefois, alors que le financement pour la sécurité alimentaire et la nutrition a continué à augmenter au cours des cinq dernières années, le financement de la recherche est demeuré stable et les investissements dans l'agriculture ont diminué de manière significative depuis 2011<sup>4</sup>.

Le moment est venu pour le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement de revoir sa Stratégie en matière de sécurité alimentaire et de réfléchir à la meilleure manière de promouvoir la sécurité alimentaire pendant la période sur laquelle s'étalera la réalisation des Objectifs pour le développement durable (ODD), soit de 2015 à 2030. Dans ce contexte, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, en se basant sur sa propre expertise et sur celle des centaines d'organisations avec lesquelles ses membres travaillent dans les pays en voie de développement, présente sa vision de la manière dont le Canada pourrait promouvoir efficacement la sécurité alimentaire mondiale.

## Les obstacles à la sécurité alimentaire

### ***La pauvreté***

Les pauvres sont plus susceptibles de souffrir d'insécurité alimentaire que les riches. Nous produisons annuellement assez d'aliments pour que chacun d'entre nous puisse bénéficier d'une alimentation suffisante<sup>5</sup>, mais des centaines de millions de personnes ne peuvent acheter des aliments ou se les procurer autrement. La majeure partie des personnes qui souffrent de la faim dans le monde (98%) vivent dans les pays en voie de développement, en particulier dans les zones rurales (75%)<sup>6</sup>. Paradoxalement, ce sont les personnes les plus pauvres au monde qui nourrissent la planète, grâce à l'agriculture (production agricole, élevage, pêche) qui, par ailleurs, constitue leur principale source de nourriture et de revenus. Dans les pays en voie de développement, 79% des femmes économiquement actives passent leurs heures de travail à produire des denrées alimentaires en pratiquant l'agriculture et représentent 43% de la force de travail agricole, ce qui fait d'elles le groupe le plus vulnérable de la population la plus pauvre<sup>7</sup>. La manière la plus efficace de réduire la pauvreté est d'appuyer les efforts déployés par les femmes qui pratiquent une agriculture à petite échelle en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour améliorer leurs propres conditions de vie. Cependant, il faut adopter une approche globale pour que ces efforts ne soient

pas contrecarrés par les politiques commerciales agricoles, les marchés et les pratiques de production (p. ex. le détournement des cultures vivrières au profit de cultures destinées à la production de biocarburants et d'aliments pour le bétail) qui peuvent réduire substantiellement l'accessibilité, la disponibilité et la qualité des aliments et des ressources agricoles pour les pauvres, et ce à l'échelle mondiale.

### ***Les conflits et les catastrophes naturelles***

Les conflits de grande envergure et les catastrophes naturelles déstabilisent l'approvisionnement alimentaire local. Dans les pays en voie de développement, ces situations peuvent entraîner une crise alimentaire pour les ménages vulnérables<sup>8</sup>. La réponse à la suite d'une catastrophe doit viser avant tout à rétablir la sécurité alimentaire des populations touchées. Il y a un consensus grandissant autour de la nécessité d'augmenter les investissements destinés à améliorer la préparation aux catastrophes, la réduction des risques de catastrophes et la résilience et autour du fait qu'il est financièrement plus avantageux d'investir dans des mesures de prévention que de répondre à une catastrophe après que celle-ci se soit produite<sup>9</sup>.

Les catastrophes naturelles ont des répercussions directes sur les conditions de vie et sur la sécurité alimentaire de millions de petits agriculteurs et d'éleveurs, et peuvent ralentir la croissance économique et affecter le commerce agricole. Un rapport récent publié par la FAO a montré que les agriculteurs et les éleveurs absorbaient 22% des pertes lors de catastrophes naturelles, alors qu'ils reçoivent moins de 5% de l'aide fournie à la suite de catastrophes<sup>10</sup>. Ce rapport recommande d'augmenter les investissements dans les stratégies de réduction des risques de catastrophes visant à bâtir des systèmes alimentaires résilients. Par exemple, la protection des animaux au Kenya dans le cadre d'une intervention précoce en cas de sécheresse permettrait d'économiser plus de 392 millions de dollars en aide humanitaire<sup>11</sup>. Le renforcement des capacités des populations rurales, pour que celles-ci puissent être en mesure de protéger leurs moyens de subsistance et leurs avoirs productifs (p. ex. le bétail, les outils et les semences) lorsqu'une catastrophe survient, a des retombées économiques importantes pour la collectivité locale et permet de maximiser l'efficacité de l'aide<sup>12</sup>.

### ***Les changements climatiques***

Les changements du régime pluvial, les tempêtes et les inondations menacent de façon dramatique la sécurité alimentaire<sup>13</sup>. Comme l'agriculture est largement tributaire des phénomènes météorologiques, les changements qui se produisent au niveau du climat se répercutent sur le travail des agriculteurs ainsi que sur la sécurité alimentaire des populations urbaines<sup>14</sup>. Ces changements menacent aussi la sécurité alimentaire, car ils détruisent des écosystèmes fragiles tels que les mangroves ou les zones humides, endommageant les infrastructures, provoquant des migrations massives et augmentant le risque de conflits à propos des ressources. L'agriculture contribue à accentuer les changements climatiques en raison des gaz à effet de serre libérés par les intrants agricoles (p. ex. les engrais et les pesticides), l'élevage intensif et les pratiques d'irrigation.

### ***Le détournement des terres arables et des aliments à d'autres fins***

Environ 52% de la production mondiale de céréales est utilisée à d'autres fins que celle de nourrir l'humanité<sup>15</sup>. Les aliments pour le bétail représentent 33%<sup>16</sup> de cette production, et on s'attend à ce que ce pourcentage augmente car la classe moyenne, en expansion, consomme une plus grande quantité de viande qu'auparavant. Une autre partie, substantielle, de ces céréales, sert à la production de biocarburants, laquelle est encouragée par un système de subventions et de mandats s'inscrivant dans

des politiques publiques ayant largement favorisé la flambée des prix des denrées alimentaires en 2007-08<sup>17</sup>.

Parallèlement à cette montée des prix, nous avons assisté à une augmentation spectaculaire des investissements étrangers dans l'achat de terres agricoles, en particulier dans des pays africains, sud-américains et asiatiques où le régime foncier est précaire<sup>18</sup>. Alors que bon nombre de ces investissements ont été faits au nom de la sécurité alimentaire (ou tout au moins de la production alimentaire), ils ont soulevé de sérieuses préoccupations quant à la possibilité qu'ils soient en réalité responsables du déplacement des agriculteurs qui cultivaient déjà ces terres ou qui y demeuraient, contribuant ainsi à augmenter l'insécurité alimentaire locale. Il existe des preuves accablantes voulant que les spéculateurs, n'étant guère intéressés par la production agricole, fassent désormais monter le prix des terres agricoles, ce qui fait en sorte que l'accès à la terre est plus difficile pour les petits agriculteurs<sup>19</sup>.

### ***Le gaspillage et les pertes alimentaires***

Les pertes alimentaires qui se produisent au moment de la production, après les récoltes, lors de la transformation et de la distribution, ainsi que le gaspillage alimentaire par le consommateur représentent environ un tiers de tous les aliments produits<sup>20</sup>. Les pertes alimentaires sont plus élevées dans les pays à faible revenu, parce qu'ils ne disposent souvent pas des installations nécessaires pour entreposer et transformer les aliments. En Afrique sub-saharienne et en Asie du Sud/Sud-Est, les pertes alimentaires per capita se situent entre 120 et 170 kg par année. En revanche, le gaspillage des aliments est plus élevé dans les pays à haut revenu et à revenu moyen : en Europe et en Amérique du Nord, une personne gaspille entre 280 et 300 kg de nourriture par année<sup>21</sup>.

Les pertes et le gaspillage alimentaires coûtent 750 milliards par année<sup>22</sup>. Ils ont une incidence sur les prix des produits alimentaires et exercent des pressions inutiles sur le climat, l'eau, les terres agricoles et la biodiversité. La première ligne de défense contre l'insécurité alimentaire dans les pays en voie de développement consiste à investir dans des entrepôts, le transport et des installations adéquates de transformation des aliments afin d'empêcher les pertes alimentaires. Les politiques qui soutiennent les systèmes alimentaires locaux sont aussi une stratégie efficace pour limiter les pertes alimentaires, tout en contribuant à dynamiser les marchés locaux.

## **Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire**

### ***Le rôle de l'agriculture dans l'économie***

L'agriculture occupe une place centrale dans l'économie de la plupart des pays en voie de développement, dans la mesure où 86% de la population rurale en vit<sup>23</sup>. La meilleure manière de stimuler une croissance économique qui profite aux pauvres est d'investir dans l'agriculture à petite échelle. Selon la Banque mondiale, la croissance économique dans le secteur agricole est au moins deux fois aussi efficace pour réduire la pauvreté que les autres formes de croissance économique<sup>24</sup>. Il y a trois raisons à cela : en développant le secteur agricole, on améliore la qualité de vie des agriculteurs eux-mêmes, celle de la main d'œuvre qu'ils emploient et celle des employés des autres entreprises rurales.

Alors que les pays en développement s'intègrent de plus en plus dans l'économie mondiale, il est devenu évident que ce ne sont pas les forces du marché qui permettront d'atténuer les profondes inégalités qui subsistent (entre les différents pays et à l'intérieur d'un même pays). Dans les pays qui regorgent de ressources, l'économie de marché axée sur la demande a entraîné une surconsommation, ayant pour effet, dans d'autres pays, de rendre l'accès de plus en plus difficile à ce qui est essentiel à la survie comme la nourriture, la terre et l'eau. Les gouvernements devraient s'efforcer de mettre en place des politiques qui

atténuent les profondes inégalités en tenant compte des besoins de tous les citoyens, indépendamment de leur richesse.

### ***Le rôle des petits agriculteurs***

Environ 75% des personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire dans le monde sont des producteurs d'aliments, qu'ils soient petits agriculteurs, éleveurs, pêcheurs ou ouvriers agricoles<sup>25</sup>. Alors qu'ils doivent composer avec une situation foncière précaire, des sols dégradés, un climat imprévisible et des infrastructures défaillantes, ils nourrissent néanmoins 70% de la population mondiale en cultivant moins de 25% des terres arables<sup>26 27</sup>. Les petits agriculteurs croisent et nourrissent 40 espèces et près de 8000 races d'animaux d'élevage<sup>28</sup>. Ils croisent aussi 5000 plantes domestiquées et ont donné plus d'1,9 million de variétés de plantes aux banques de gènes mondiales<sup>29</sup>. Si leurs conditions de vie étaient meilleures, ils pourraient non seulement nourrir leur famille mais aussi accumuler des surplus qu'ils pourraient vendre, nourrissant ainsi les habitants des villes et stimulant l'économie.

### ***Le rôle des femmes***

Les femmes représentent 43% des agriculteurs dans le monde, et dans certains pays en voie de développement, elles représentent une proportion encore beaucoup plus élevée des petits agriculteurs<sup>30</sup>. Leur rôle dans la production alimentaire et dans l'alimentation familiale est largement reconnu, mais elles sont trop souvent victimes de discrimination. Elles ont peu de contrôle et peu de droits sur les moyens de production tels que la terre, l'eau et les intrants agricoles, bénéficient rarement de la recherche et des services de vulgarisation agricoles, ont difficilement accès aux services financiers et retirent des profits moins élevés que les hommes pour les produits qu'elles vendent au marché.

### ***Le rôle de l'élevage***

L'élevage joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire : il permet de produire des aliments d'origine animale (p. ex. de la viande, des œufs et du lait), du fumier, de labourer la terre (grâce aux animaux de trait), et il permet aux agriculteurs de tirer des revenus de la vente des animaux et des produits animaux ainsi que d'avoir un moyen de transport<sup>31</sup>. Le secteur de l'élevage représente plus du tiers du produit intérieur brut agricole dans les pays en voie de développement, et il est le sous-secteur dont la croissance économique est la plus rapide<sup>32</sup>.

Les animaux sont un bien de production important pour les pauvres, les ménages ruraux, et en particulier pour les femmes et pour les éleveurs. Les deux-tiers des éleveurs d'animaux pauvres sont des femmes<sup>33</sup>, et dans de nombreuses régions d'Afrique, les animaux d'élevage sont le seul bien de production auxquels les femmes ont accès et sur lequel elles peuvent exercer un contrôle<sup>34</sup>.

Les animaux d'élevage peuvent contribuer à atténuer les risques lorsque les récoltes sont mauvaises ou perdues et en cas de pénurie alimentaire. En période de plus grande stabilité, ils permettent d'accumuler des réserves et représentent un capital<sup>35 36</sup>. Pour bâtir des systèmes alimentaires plus résilients face au climat et aux maladies, il faut améliorer la santé et le bien-être des animaux d'élevage et préserver toute la diversité des races d'animaux locales.

### ***Le rôle de la nutrition***

Entre deux et trois milliards de personnes ne jouissent pas d'une nourriture adéquate pour mener une vie saine<sup>37</sup>. Ce chiffre inclut les personnes qui ne bénéficient pas d'un nombre suffisant de calories, celles qui ont un surplus de poids et celles qui ont des carences en micronutriments. Une alimentation qui n'est pas équilibrée augmente le risque de maladies et de décès à court terme, et entrave à long terme le développement physique et cognitif ainsi que la capacité d'obtenir des revenus<sup>38</sup>.

L'agriculture occupe une place centrale dans les efforts mondiaux déployés pour améliorer la nutrition humaine. Elle représente la première source d'alimentation de la majorité des familles souffrant de malnutrition, et leur principale source de revenus. L'un des moyens les plus efficaces et durables d'améliorer l'alimentation de ces familles est d'augmenter la diversité des plantes qu'elles cultivent. Pour bon nombre d'entre elles, les animaux d'élevage représentent une source importante de protéines et de micronutriments. Cela est particulièrement important pour les femmes enceintes et allaitantes et pour les personnes ayant des déficiences immunitaires.

Afin d'améliorer l'alimentation des enfants, il est logique de travailler avec les femmes, car ce sont généralement elles qui prennent les décisions familiales en matière d'alimentation, et parce qu'elles sont plus susceptibles que les hommes de s'occuper de la santé des enfants<sup>39</sup>.

### **Le rôle du commerce**

Des dizaines de millions de petits agriculteurs dépendent des marchés locaux, régionaux et mondiaux pour assurer leur vie. Lorsqu'il est mené de façon adéquate, le commerce agricole peut contribuer à améliorer les conditions de vie des populations rurales, tout comme les investissements, les infrastructures et le développement communautaire dans les régions rurales. Tout cela contribue à augmenter la sécurité alimentaire. Le commerce peut contribuer à améliorer l'alimentation et à rendre la nourriture plus abordable.

Hélas, le commerce n'a pas toujours ces effets positifs. Comme la nourriture est un besoin quotidien pour chacun d'entre nous, on ne peut la considérer de la même manière que les autres biens de consommation. Le commerce international peut affaiblir les conditions de vie des populations rurales et nuire à la sécurité alimentaire. Les pays membres de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), y compris le Canada, maintiennent encore des systèmes de subventions agricoles qui causent des distorsions importantes au niveau du marché et ce, malgré les règles commerciales établies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC)<sup>40 41</sup>. Les subventions des pays de l'OCDE et d'autres importants pays exportateurs de denrées alimentaires induisent artificiellement une baisse des prix des denrées alimentaires de base<sup>42</sup> et élèvent des barrières commerciales qui restreignent l'accès de certains pays au marché. Les règles de l'OMC empêchent les pays en voie de développement de protéger leurs secteurs agricoles contre les effets négatifs de cette production agricole industrialisée, bien qu'elle vienne perturber les marchés locaux et la production des populations rurales.

La dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires rend les pays plus vulnérables à l'instabilité des marchés et à la volatilité des prix<sup>43</sup>. En effet, si les produits d'importation peuvent apporter une solution temporaire à la pénurie de produits alimentaires, ils peuvent aussi, à long terme, affecter la disponibilité de ces derniers sur le marché local en décourageant les investissements dans l'agriculture<sup>44</sup>. Alors qu'on a prétendu que le libre-échange apporterait des bénéfices aux pays en voie de développement<sup>45</sup>, de nouvelles analyses ont démontré que ces bénéfices reviendraient essentiellement à quelques pays, et qu'il était peu probable qu'ils reviennent aux pays en voie de développement<sup>46</sup>. En abordant la question de la sécurité alimentaire mondiale uniquement sous l'angle des échanges commerciaux, on s'empêche de considérer la meilleure approche à tous les points de vue : appuyer les petits agriculteurs dans les pays en voie de développement. Cela permettrait aux couches les plus pauvres de la population de sortir de la pauvreté, tout en augmentant la disponibilité des produits alimentaires locaux<sup>47</sup>.

Les politiques commerciales et d'investissement du Canada peuvent avoir des répercussions importantes sur la sécurité alimentaire mondiale, et nuire à l'atteinte des objectifs mêmes du gouvernement canadien en matière de sécurité alimentaire mondiale. La constitution de réserves alimentaires nationales et les

politiques sur les semences en sont deux exemples. La constitution de réserves alimentaires nationales s'est heurtée à de nombreux obstacles lors des négociations commerciales, et cela malgré le rôle crucial que celles-ci peuvent jouer dans la protection de la sécurité alimentaire des populations vulnérables. Alors que la Stratégie en matière de sécurité alimentaire vise à améliorer la viabilité de l'agriculture à petite échelle dans les pays en voie de développement, le gouvernement canadien, dans le cadre des négociations sur le commerce multilatéral et bilatéral, promeut des politiques – telles que la réduction à brève échéance des droits de douane sur les produits agricoles ou l'adoption de nouvelles lois sur les semences – qui pourraient compromettre la survie de l'agriculture à petite échelle. Dans le cadre des traités bilatéraux d'investissement, les pays sont souvent tenus d'adopter des mesures comme celles établies par l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) dans sa Convention, révisée en 1991. On craint que le développement de politiques sur les semences et de cadres juridiques basés sur la Convention de l'UPOV n'ait des conséquences négatives sur les droits des agriculteurs, et par conséquent, sur la biodiversité agricole, la sécurité alimentaire, la viabilité de la petite économie rurale, les systèmes de connaissances et la culture.

### ***Le rôle du secteur privé***

Les petits agriculteurs représentent le groupe le plus nombreux parmi les intervenants dans le secteur privé en agriculture. En concentrant les investissements en leur faveur, on pourra améliorer leur sécurité alimentaire, car ils pourront augmenter la quantité et la qualité des aliments qu'ils produisent et obtenir des profits en les vendant au marché, profits qu'ils pourront utiliser pour soutenir leur famille et développer leur petite entreprise agricole.

En établissant des liens avec d'autres acteurs du secteur privé dans la chaîne de valeur, les petits agriculteurs pourront avoir accès à de nouveaux marchés et à de nouveaux produits qui leur offriront la possibilité d'améliorer la qualité et d'augmenter la quantité de leurs cultures. Certaines stratégies commerciales en faveur des pauvres ont été élaborées, basées notamment sur l'établissement de partenariats entre les agriculteurs et des groupes d'agriculteurs, des organisations de la société civile et des entreprises locales, nationales ou multinationales. Ces partenariats peuvent être intéressants au plan économique tant pour les agriculteurs que pour les entreprises, tout en demeurant centrés sur des objectifs sociaux et environnementaux. Même si l'identification de bons partenaires partageant des objectifs semblables peut s'avérer difficile, ces stratégies reconnaissent et autonomisent les petits agriculteurs en tant qu'acteurs économiques et décideurs plutôt que comme de simples bénéficiaires de projets limités dans le temps.

L'établissement de liens avec des intervenants du secteur privé agricole plus puissants peut aussi exposer les petits agriculteurs à certains risques, notamment à la volatilité des prix et à des rapports de force inégaux. Les stratégies visant à accroître la sécurité alimentaire devraient explorer des manières d'atténuer les risques pour les petits agriculteurs, telles que des assurances et des outils financiers, ou des politiques et des mécanismes de résolution des conflits qui protègent les droits des petits agriculteurs.

Les investissements dans le secteur privé agricole doivent venir compléter les efforts gouvernementaux, et ne pas fournir une excuse aux gouvernements pour se dégager de leur responsabilité de réduire la pauvreté et d'atteindre des objectifs de développement comme la sécurité alimentaire.

## Que devrait faire le Canada pour augmenter la sécurité alimentaire mondiale ?

La Stratégie en matière de sécurité alimentaire du Canada devrait refléter les Objectifs pour le développement durable, en accordant une haute priorité aux besoins des petits agriculteurs, en mettant en place des systèmes alimentaires productifs et résilients, et en reliant les objectifs immédiats à atteindre en matière de sécurité alimentaire aux objectifs à long terme. Cela pourrait être accompli de la façon précisée dans les paragraphes qui suivent.

### ***En investissant dans l'agriculture (ODD 2.3, 17.2)<sup>ii</sup>***

Après avoir connu un début prometteur lors des premières années de la mise en place de la Stratégie en matière de sécurité alimentaire, l'appui du Canada au développement agricole a diminué de façon significative. Aujourd'hui, on constate que l'aide publique au développement (APD) pour l'agriculture a reculé aux niveaux qui précédaient le lancement de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire (IASA)<sup>48</sup>. Le moment est venu pour le Canada de réaffirmer son engagement en faveur du développement agricole en mettant à jour sa stratégie et en rétablissant son financement à l'IASA, voire en l'augmentant. En agissant ainsi, le Canada peut démontrer qu'il s'engage à aider les petits producteurs agricoles, en particulier les femmes, les peuples autochtones, les familles d'agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs à augmenter leur productivité et leurs revenus.

### ***En investissant dans la recherche et les services de vulgarisation agricole (ODD SDG 2.3)***

Le travail de recherche et de vulgarisation agricole à l'intention des agriculteurs à petite échelle les aide à augmenter leur productivité et leurs revenus agricoles<sup>49</sup>. Cela demande de consacrer des fonds publics à la recherche pendant une longue période, et les agriculteurs devraient avoir la possibilité de participer pleinement à la conception et à la réalisation des recherches qui visent des résultats pour utilisation publique et pour le bénéfice des tous. Les services de vulgarisation participatifs, tels que les écoles pratiques d'agriculture et les activités de partage des techniques agricoles, favoriseront l'adoption d'idées novatrices. Le développement agricole qui repose sur des connaissances et une bonne gestion produit des bénéfices à beaucoup plus long terme que les gains de productivité basés uniquement sur des intrants. La recherche appliquée et les méthodologies de recherche dans des domaines tels que l'agro-écologie et les techniques agricoles locales contribuent, à maints égards, à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et le droit à l'alimentation<sup>50</sup>.

### ***En investissant dans les infrastructures rurales et en développant les marchés locaux (SDG 2.a, 7.a, 9.1)***

Tel que précisé dans l'objectif 2.a des ODD, un secteur agricole et une économie rurale dynamiques reposent sur des infrastructures fiables, et cela exige des investissements internationaux plus importants. Il faut donc investir dans les routes, les systèmes d'irrigation, l'approvisionnement en énergie, le développement technologique, les installations d'entreposage des récoltes et les marchés. Ces investissements réduisent les coûts des transactions et augmentent les revenus des agriculteurs. Les

---

ii) Nous avons indiqué entre parenthèses les Objectifs pour le développement durable et les indicateurs correspondants tels qu'établis au moment de la rédaction du présent document (27 mai 2015). Les recommandations du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire peuvent se refléter en totalité ou en partie dans les ODD retenus.

investissements publics dans ces domaines jetteront les bases nécessaires aux investissements privés des agriculteurs eux-mêmes et des entreprises agricoles.

### ***En offrant des opportunités aux femmes et aux jeunes (SDG 1.2, 1.4, 2.3, 4.3, 5.1, 5.5, 5.a, 5.c, 8.5)***

La Stratégie en matière de sécurité alimentaire du Canada devrait appuyer des actions précises visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes. Par exemple, elle pourrait appuyer le leadership des femmes au sein des organisations rurales, mettre en place des mesures pour améliorer le contrôle des femmes sur les ressources productives telles que la terre et l'eau, appuyer leur autonomisation économique grâce à des sessions de formation et améliorer leur accès aux services de vulgarisation agricole, aux marchés et à l'information disponible sur les marchés. De plus, des stratégies devraient être mises en place pour aider la prochaine génération d'agriculteurs à se développer, grâce à des sessions de formation post secondaire, à des cours professionnels et en gestion d'entreprise, et en améliorant l'accès des jeunes et des futurs agriculteurs à la terre et aux ressources productives. Il est possible de contrer le phénomène du départ des adultes productifs des régions rurales en créant des opportunités spécifiques pour les jeunes et qui font de l'agriculture une profession rentable et profitable.

### ***En améliorant la santé animale et en promouvant de meilleures pratiques en matière de bien-être des animaux d'élevage (ODD 2.3, 2.4, 2.5, 2.a)***

Il existe de nombreuses manières d'augmenter la productivité et la viabilité de l'élevage et d'aider ainsi les petits agriculteurs à atteindre leur plein potentiel, notamment en améliorant l'alimentation, la nutrition et la gestion de la santé animale et l'utilisation des pâturages. L'élevage à petite échelle<sup>iii</sup> peut contribuer à atténuer les effets des changements climatiques et à améliorer la sécurité alimentaire mondiale<sup>51</sup>, car les changements apportés dans les systèmes agricoles traditionnels entraînent une réduction de 30% des émissions de gaz à effet de serre<sup>52</sup>. Des recherches menées grâce au Fonds canadien de recherche sur la sécurité internationale démontrent qu'une bonne gestion de l'élevage et des services vétérinaires sont importantes pour améliorer l'alimentation familiale, la nourriture ainsi que la sécurité économique et l'autonomisation des femmes. Il serait profitable de faire de nouvelles recherches sur la santé des animaux d'élevage, sur le bien-être animal et sur la diversité génétique afin de savoir comment ceux-ci pourraient favoriser une production alimentaire durable et résiliente ainsi que la sécurité alimentaire.

### ***En promouvant une agriculture et des systèmes alimentaires résilients (ODD 2.4, 2.5)***

Promouvoir la résilience signifie aider les familles à renforcer leur capacité de s'adapter aux changements lors des périodes de grande vulnérabilité. Les systèmes agricoles et écologiques résilients sont basés sur les connaissances et les pratiques des agriculteurs<sup>53</sup>. Ces pratiques sont novatrices, diversifiées et ont évolué avec le temps en s'adaptant au fur et à mesure aux conditions qui changeaient. La stratégie la plus importante pour promouvoir la résilience est la diversité, à la fois en conservant une base génétique la plus variée possible et en utilisant un vaste éventail de techniques agro-écologiques. En diversifiant les cultures, les variétés de semences et les races animales, on peut atténuer les risques, assurer la survie des espèces et contribuer à créer des meilleures conditions de vie. En utilisant des techniques agricoles variées, les

---

iii) Le petit élevage comprend le pastoralisme, l'élevage d'un petit nombre de têtes de bétail, l'élevage d'animaux de basse-cour (porcs et volaille) et des systèmes d'agriculture mixte. Ces activités sont caractérisées par la haute multifonctionnalité de l'élevage et permettent de produire des protéines de haute qualité avec des effets négatifs moindres sur l'environnement et avec peu de concurrence entre les animaux et les humains pour la nourriture.

agriculteurs peuvent s'adapter aux changements qui peuvent survenir dans leur environnement local, aux variations météorologiques et aux facteurs saisonniers qui font partie de la vie.

Pour augmenter la résilience des systèmes en mettant à contribution la nature elle-même, on peut aussi utiliser les techniques de l'agro-écologie et des techniques agricoles adaptées au climat, telles que l'agriculture de conservation, l'intégration agri-élevage, l'agroforesterie, la lutte antiparasitaire intégrée, la gestion des bassins versants et des sols. De la même manière, les stratégies sociales qui promeuvent l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits des femmes sur les avoirs productifs, et offrent de plus nombreuses opportunités aux jeunes, auront des retombées positives d'une portée considérable sur la société. Enfin, on pourra renforcer les économies rurales en reliant les petits agriculteurs aux marchés locaux et aux institutions financières et en les faisant participer au développement local.

### ***En promouvant une agriculture sensible à la nutrition (ODD 2.2)***

En accord avec sa priorité à la santé des mères, des nouveaux nés et des enfants, le Canada devrait chercher à promouvoir l'adoption de techniques agricoles qui contribuent à améliorer la nutrition. Cet objectif pourrait être poursuivi en favorisant une plus grande biodiversité dans les exploitations agricoles (jardins potagers, légumes, animaux d'élevage et agroforesterie), en améliorant la valeur nutritive des aliments déjà consommés par la population et en autonomisant les femmes.

### ***En appuyant les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets grâce à l'agriculture (ODD 13.1, 13.a)***

Le Canada s'est déjà engagé à verser des fonds pour appuyer l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets dans les pays en voie de développement. Afin de maximiser les résultats de cet engagement, une partie de ces fonds devrait être réservée aux petits agriculteurs et consacrée à les aider à relever les défis particuliers auxquels ils font face : cultures, élevage, techniques de gestion et systèmes agricoles les aidant à s'adapter aux fluctuations du climat. En se tournant résolument vers une agriculture écologique à faibles intrants, on peut aussi réduire les émissions de gaz à effet de serre.

### ***En renforçant les organisations d'agriculteurs et les organisations de producteurs alimentaires***

Le renforcement des organisations de ceux qui possèdent les connaissances les plus approfondies sur le système alimentaire, en l'occurrence les petits agriculteurs, les petits pêcheurs, les pasteurs, les éleveurs, les peuples autochtones et les femmes, représente un investissement stratégique dans la sécurité alimentaire à long terme. Les organisations paysannes jouent un rôle crucial en permettant aux agriculteurs de faire entendre leur voix et d'exprimer leurs préoccupations, et sont particulièrement importantes pour les agriculteurs qui possèdent de petites parcelles de terre.

Ces organisations jouent un rôle primordial en développant et en alimentant les connaissances sur la biodiversité, les ressources naturelles et les écosystèmes locaux. Elles peuvent faciliter les négociations avec d'autres acteurs concernant les prix, permettre d'obtenir des prêts, et influencer les politiques mises en place par les gouvernements dans des domaines importants tels que la propriété foncière (notamment en limitant les conséquences négatives des accaparements de terre), l'accès au crédit, les politiques commerciales, le droit des femmes à la terre et les lois sur les semences. Étant un pays doté d'organisations agricoles solides établies depuis longtemps, y compris des coopératives agricoles, le Canada pourrait jouer un rôle déterminant en appuyant des organisations agricoles dont le travail consiste à favoriser la sécurité alimentaire à long terme.

## ***En promouvant des approches à court et à long terme en matière de sécurité alimentaire***

Le Canada pourrait développer une approche intégrée en matière de sécurité alimentaire en rattachant de manière explicite les objectifs immédiats aux objectifs à long terme en matière de sécurité alimentaire. Les leçons tirées du Programme de filet de sécurité productif du gouvernement de l'Éthiopie, appuyé par le Canada, pourraient être appliquées dans d'autres contextes. Le Canada devrait s'efforcer de renforcer les systèmes d'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire, tels que le Dispositif d'alerte rapide à la famine (DARF). Le Système d'alerte précoce pour l'élevage (SAPE) pourrait être renforcé en augmentant les investissements dans les infrastructures (p. ex. des abattoirs et des marchés fiables), ce qui permettrait aux collectivités locales de suivre les recommandations formulées lors de l'émission d'une alerte.

Étant l'un des nombreux pays à avoir adopté le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, le Canada peut s'engager à investir dans la protection des animaux d'élevage et des autres avoirs productifs afin d'atténuer les conséquences des catastrophes naturelles et des conflits sur la sécurité alimentaire et d'accélérer le processus de relèvement des populations touchées.

## **Développer un cadre pour garantir la sécurité alimentaire**

En plus de la priorité qu'il accorde aux petits agriculteurs, le Canada devrait élaborer un cadre qui serait appliqué au Canada et à l'échelle internationale et qui accorderait une place centrale à la sécurité alimentaire et aux droits humains. Ce travail peut être accompli aussi bien au Canada que dans les forums internationaux.

### ***Au Canada***

Depuis que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) ont été fusionnés pour former le ministère des Affaires internationales, du commerce et du développement (MAECD), des efforts considérables ont été déployés pour intégrer le service de la politique étrangère et le service du développement. Ces efforts montrent que les questions de développement, notamment la sécurité alimentaire, continuent d'être d'une importance primordiale pour le gouvernement canadien.

Il faudrait s'efforcer de mieux intégrer le développement au travail qu'effectue le service du commerce. Le commerce peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, mais seulement si on les considère comme des objectifs à part entière. Il faudrait élaborer des politiques et des programmes adéquats qui permettraient d'atténuer les risques sur les marchés mondiaux, et il faudrait évaluer le rôle que le commerce pourrait jouer dans l'atteinte de ces objectifs.

Il faudrait redoubler d'efforts pour démontrer que l'aide humanitaire canadienne contribue effectivement à réduire la pauvreté et à promouvoir le droit à l'alimentation, tel que précisé dans la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle.

### ***Dans les forums internationaux***

Dans les discussions sur l'aide et le commerce, le Canada devrait s'assurer que sa propre position est transparente et cohérente avec la réalisation du droit humain à l'alimentation. De plus, il devrait promouvoir activement le droit humain à l'alimentation dans les forums internationaux.

Le Canada devrait continuer à promouvoir la sécurité alimentaire, l'agriculture et la nutrition en tant qu'objectifs prioritaires des Objectifs pour le développement durable et des processus liés la Conférence sur le financement du développement. Il pourrait ainsi promouvoir de manière efficace plusieurs priorités en matière de développement, notamment la création d'emplois et une croissance économique durable.

Les règles commerciales et les conditions des prêts doivent permettre aux gouvernements de soutenir la production alimentaire locale et de protéger les petits agriculteurs contre le commerce inéquitable. Les négociateurs canadiens en matière de commerce devraient cesser d'essayer d'amoinrir la protection des petits agriculteurs pauvres des pays en voie de développement et appuyer des produits spéciaux et des mesures particulières s'appliquant à eux.

Il faut prendre des mesures pour atténuer la volatilité des prix des denrées alimentaires, car cela place les consommateurs en situation de précarité et empêche les petits agriculteurs d'adopter un mode de production durable. Le Canada devrait exhorter les forums internationaux à se pencher sur la question de savoir comment les accords internationaux sur les produits de base et les réserves alimentaires démocratiques pourraient contribuer à réduire la volatilité des prix des denrées alimentaires et à garantir des prix équitables aux producteurs alimentaires. Il devrait aussi appuyer les pays en voie de développement pour les aider à rétablir des mécanismes (en particulier des réserves nationales de céréales) permettant de stabiliser les prix des denrées alimentaires sur les marchés locaux.

# Bibliographie

- 1) Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, 2013. *Fertile Ground? Assessing CIDA's investments in food and farming*. [www.ccic.ca/working\\_groups/food\\_e.php](http://www.ccic.ca/working_groups/food_e.php)
- 2) OCDE, non daté. *Aid for Food and Nutrition Security*. [www.oecd.org/dac/povertyreduction/Brochure%20on%20Food%20Security%20FINAL%2013%20July%202012.pdf](http://www.oecd.org/dac/povertyreduction/Brochure%20on%20Food%20Security%20FINAL%2013%20July%202012.pdf)
- 3) FAO, 2015. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Certains experts ont soutenu que la méthodologie employée par la FAO sous-estimait le nombre de personnes affamées dans le monde, et que leur nombre se situerait plutôt autour d'un milliard.
- 4) MAECD *Rapport statistique sur l'aide internationale* (plusieurs années). <http://www.international.gc.ca/development-developpement/dev-results-resultats/reports-rapports/index.aspx?lang=eng>
- 5) FAO, 2002. *Unlocking the water potential of agriculture*. [www.fao.org/docrep/006/y4525e/y4525e04.htm](http://www.fao.org/docrep/006/y4525e/y4525e04.htm)
- 6) FAO, 2014. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*.
- 7) PAM, 2015. *10 faits et chiffres sur les femmes et la faim*. [www.wfp.org/our-work/preventing-hunger/focus-women/women-hunger-facts](http://www.wfp.org/our-work/preventing-hunger/focus-women/women-hunger-facts)
- 8) FAO. 2011. *L'élevage dans le monde en 2011 : contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire*.
- 9) Cabot Venton, C., Fitzgibbon, C., Shiterek, T., Coulter, L. & Dooley, O. 2012. *The economics of early response and resilience: Lessons from Kenya*. <http://www.alnap.org/resource/7758>
- 10) FAO. 2015. *The impact of natural hazards and disasters on agriculture and food and nutrition security*. A call for action to build resilient livelihoods. [www.fao.org/3/a-i4434e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i4434e.pdf)
- 11) Cabot Venton, C., Fitzgibbon, C., Shiterek, T., Coulter, L. & Dooley, O. 2012. *The economics of early response and resilience: Lessons from Kenya*. <http://www.alnap.org/resource/7758>
- 12) Campbell, R and T. Knowles. 2014. *Benefit-cost analysis of WSPA's Dhemaji Intervention in Assam, India*. Melbourne : Economists at Large
- 13) GIEC, 2014 : Résumé à l'intention des décideurs. Dans : *Changements climatiques 2014 : conséquences, adaptation et vulnérabilité*. Section A : Aspects mondiaux et sectoriels. Produit par le Groupe de travail II pour le cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 14) Tacoli, Cecilia with Budoor Bukhari and Susannah Fisher. 2013. "Urban Poverty, food security and climate change". Mars. IIED. <http://pubs.iied.org/pdfs/10623IIED.pdf>
- 15) FAO, 2014. *Perspectives alimentaires : Rapport semestriel sur les marchés alimentaires mondiaux*, Octobre 2104.
- 16) Ibid.
- 17) Fan, Shenggen, Maximo Torero, et Derek Headey. 2011. *Urgent Actions Needed to Prevent Recurring Food Crises*. Note de synthèse no 16 de l'IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires). <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/bp016.pdf>
- 18) [www.landmatrix.org](http://www.landmatrix.org)
- 19) Oxfam, 2012. *Notre terre, notre vie. Halte à la ruée mondiale sur les terres. Our Land, Our Lives: Time out on the global land rush*. Rapport publié en 2012. [https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-land-lives-freeze-041012-en\\_1.pdf](https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-land-lives-freeze-041012-en_1.pdf)
- 20) Gustavsson, Jenny et al. 2011. *Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde. Ampleur, causes et prévention*. Rome : FAO.
- 21) Ibid.
- 22) FAO, undated. *What governments, farmers, food businesses – and you – can do about food waste*. <http://www.fao.org/news/story/en/item/196220/icode>
- 23) World Bank, 2008. *World Development Report: Agriculture for Development*. Washington, D.C.
- 24) Ibid.
- 25) FAO, 2014. *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde*
- 26) GRAIN, 2015. *Hungry for Land*. [www.grain.org](http://www.grain.org)
- 27) Hoering, Uwe. 2008. *Who Feeds the World?* Church Development Service. An Association of the Protestant Churches in Germany (EED) – Evangelischer Entwicklungsdienst
- 28) Rivera-Ferre, M.G., Lopez-i-Gelats, F. 2012. *The role of small-scale livestock farming in climate change and food security*. Vétérinaires Sans Frontières, Italie
- 29) ETC Group, 2009. *Who Will Feed Us? : Questions for the Food and Climate Crises*. ETC Group, novembre 2009
- 30) FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. <http://www.fao.org/gender/infographic/en/>
- 31) FAO, 2011. *L'élevage dans le monde en 2011 : Contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire*. Rome.
- 32) Banque mondiale. 2009. *Minding the Stock: Bringing public policy to bear on livestock sector development*. Washington, D.C.
- 33) FAO. 2011. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011*. Le rôle des femmes dans l'agriculture. Comblent le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Rome.

- 
- 34) Njuki, Jemimah et Pascal C. Sanginga, éd. 2013. *Woman, Livestock Ownership and Markets: Bridging the Gender Gap in Eastern and Southern Africa*. ILRI et IDRC.
- 35) Swanepoel, Frans, Also Stroebel et Siboniso Moyo. 2010. *The Role of Livestock in Developing Communities: Enhancing Multifunctionality*. UFS et CTA.
- 36) Campbell, R. et T. Knowles. 2011. *The economic impacts of losing livestock in a disaster*, un rapport publié pour la World Society for the Protection of Animals (WSPA), préparé par Economists at Large, Melbourne, Australia.
- 37) IFPRI, 2014. *Rapport 2014 sur la nutrition mondiale : mesures de redevabilité en vue d'accélérer les progrès mondiaux en matière de nutrition*. Washington : Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires
- 38) FAO, 2013. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture en 2013*. Mettre les services alimentaires au service d'une meilleure nutrition. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- 39) UK Hunger Alliance, 2013. *Small Scale, Big Impact: Smallholder agriculture's contribution to better nutrition*. <http://reliefweb.int/report/world/small-scale-big-impact-smallholder-agricultures-contribution-better-nutrition>
- 40) McKenna, Barrie. "Taxpayers oblivious to the cost of farm subsidies," *The Globe and Mail*. 7 juillet 2013. <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/taxpayers-oblivious-to-the-cost-of-farm-subsidies/article13055078>
- 41) Terazono, Emiko. 2014. "OECD warns farm subsidies still too high". *Financial Times*, 4 septembre 2014. <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/a42540e4-3384-11e4-85f1-00144feabdc0.html#axzz3YVuFlaMI>
- 42) Potter, Grant. *Agricultural subsidies remain a staple in the industrial world*. Worldwatch Institute: Vital Signs. 28 février 2014. <http://vitalsigns.worldwatch.org/vs-trend/agricultural-subsidies-remain-staple-industrial-world>
- 43) Morrison, Jamie et George Mermigkras. 2014. *FAO Trade Policy Technical Notes On Issues Related to the WTO negotiations on agriculture*. No 15 : Import Surges and the Special Safeguard Mechanism revisited. Clapp, Jennifer. 2009. Food Price Volatility and Vulnerability in the Global South: Considering the Global Economic Context. *Third World Quarterly* 30.6.
- 44) Rakotoarisoa, Manitra A., Massimo Iafra et Marianna Paschali. 2011. *Why Has Africa Become a Net Food Importer?* Rome : FAO (Division du commerce et des marchés). Par exemple, de nombreux pays africains qui dépendent aujourd'hui des importations étaient auparavant des pays exportateurs nets de produits alimentaires. Cependant, la croissance démographique, la faible productivité et le manque d'investissements dans les secteurs agricoles, ainsi que des politiques préjudiciables ont largement contribué à créer cette dépendance.
- 45) Anderson, Kym et Ernesto Valenzuela. 2007. *Do Global Trade Distortions Still Harm Developing Country Farmers?* *Review of World Economics* 143.1.
- 46) Wise, Timothy A. 2009. Promise or Pitfall? The Limited Gains from Agricultural Trade Liberalization for Developing Countries. *Journal of Peasant Studies* 36.4.
- 47) De Schutter, Olivier, 2011. <http://www.srfood.org/en/wto-defending-an-outdated-vision-of-food-security>
- 48) MAECD *Rapport statistique sur l'aide internationale* (plusieurs années). <http://www.international.gc.ca/development-developpement/dev-results-resultats/reports-rapports/index.aspx?lang=eng>
- 49) FAO, 2012. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2012 : investir dans l'agriculture pour un avenir meilleur*. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
- 50) De Schutter, Olivier. 2011. *Agroécologie et droit à l'alimentation*
- 51) Rivera-Ferre, M.G. et F. Lopez-i-Gelats, 2012. *The role of small-scale livestock farming in climate change and food security*. Vétérinaires Sans Frontières, Italie
- 52) Gerber, P.J., Steinfeld, H., Henderson, B., Mottet, A., Opio, C., Dijkman, J., Falucci, A. et Tempio, G. (2013). *Lutter contre le changement climatique grâce à l'élevage. Une évaluation des émissions et des opportunités d'atténuation au niveau mondial*. Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome. <http://www.fao.org/docrep/018/i3437e/i3437e.pdf>
- 53) Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire. *Vers une plus grande résilience : Les petits agriculteurs et le devenir de l'agriculture*. Novembre 2008. [http://www.ccic.ca/files/en/working\\_groups/003\\_food\\_2008-11\\_pathways\\_to\\_resilience.pdf](http://www.ccic.ca/files/en/working_groups/003_food_2008-11_pathways_to_resilience.pdf)